



Pendant la crise sanitaire, le ministre Blanquer prétend découvrir les problèmes sociaux des élèves dans la voie pro ! Pourtant, il poursuit ses réformes qui menacent la voie professionnelle sous statut scolaire et s'attaque à des CAP qui accueillent les élèves les plus fragiles !

À la rentrée 2020, le CAP EPC (Équipier Polyvalent de Commerce) remplacera 6 CAP à dominantes commerciales : le CAP ECMS (employé de commerce multi-spécialités), le CAP EVS (employé de vente spécialisé) avec ses quatre options (produits alimentaires, produits d'équipements courants, service à la clientèle et librairie-papèterie-presse et le CAP VMPREA : Vendeur-magasinier en pièces de rechange et équipements automobiles.

Ce changement loin d'être anodin va mener à une formation plus généraliste et non plus centrée sur la pratique professionnelle d'un métier. Ce choix va impacter la carte des formations et menace des sections qui se trouveront en double dans des établissements. Pour les enseignant-es, cela risque d'entraîner la mise en concurrence entre les établissements pour garder la formation et les effectifs, et forcément des suppressions de postes.

Cette réforme prend comme prétexte le faible taux d'insertion post-diplôme mais omet de prendre en compte la vocation sociale d'accueil des élèves : 23.3% des élèves sont issu-es d'une 3<sup>ème</sup> Segpa et le nombre d'élèves relevant du dispositif ULIS et de primo-arrivant-es est en constante augmentation en CAP Tertiaire-service.

La CGT Educ'action s'oppose à cette réforme car elle fusionne 6 CAP en 1 seul, avec une très forte désécialisation et une diminution des possibilités d'insertion professionnelle d'élèves fragiles.